

<https://www.pressegauche.org/Deconditionnement-des-aines-Quebec-solidaire-propose-des-escouades-terrain-pour-faire-bouger-les-aines-pour>



Déconditionnement des aînés - Québec solidaire propose des escouades terrain pour faire bouger les aînés



- Communiqués -
Date de mise en ligne : dimanche 25 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 25 avril 2021 - Afin de contrer les impacts néfastes du déconditionnement des aînés et de mettre fin à la sédentarité forcée des aînés à cause de la pandémie, la députée de Québec solidaire responsable du dossier des aînés et des proches aidants, Catherine Dorion, demande à la ministre Blais de mettre en place une série de mesures pour permettre à ces personnes de continuer à bouger et à obtenir une stimulation cognitive le plus longtemps possible.

« On le sait, le confinement et l'isolement ont entraîné une augmentation de la sédentarité dans la population en général, mais encore plus chez les personnes âgées. Pour elles, la baisse d'activité physique et la sous-stimulation sociale peuvent être très lourdes de conséquences et entraîner des pertes cognitives et physiques désastreuses. On peut penser notamment aux personnes atteintes d'Alzheimer pour qui la stimulation cognitive est absolument primordiale pour éviter que leur état se détériore à une vitesse démesurée, comme on l'a vu dans la dernière année », affirme Catherine Dorion.

La députée solidaire demande notamment à la ministre Blais de débloquer des fonds pour créer des escouades de professionnels de la santé composées d'ergothérapeutes, de physiothérapeutes, de kinésiologues, et de travailleuses sociales pour contrer le déconditionnement cognitif et physique des aînés, tant à domicile que dans les CHSLD, les hôpitaux ou les RPA.

« On ne peut pas nier avec la santé de ces personnes vulnérables, ça prend absolument des professionnels qualifiés pour planifier les activités de conditionnement physique, social et cognitif. À cet âge, la santé est fragile et chaque geste compte », ajoute la députée.

Elle est également d'avis que des ententes spéciales doivent être conclues avec des organismes communautaires qui ont une grande expertise terrain pour venir en aide à ces personnes et leur offrir les ressources nécessaires pour bouger de manière sécuritaire.

« Des étudiants en santé-services sociaux et en médecine pourraient même être mis à contribution. Il n'y a aucune raison de ne pas le faire. Il est grand temps que la ministre Blais prouve aux aînés qu'elle est prête à se battre pour assurer leur bien-être, et ça passe notamment par la demande que nous lui soumettons aujourd'hui », conclut la députée de Taschereau.